LE MONDE LIBERTAIRE

Supplément au n°1877

LA PRESSE SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le climat national et international est de plus en plus préoccupant. Marqué par le retour de guerres intenses (génocide en Palestine, guerre en Ukraine et tous les conflits invisibilisés à travers le monde), la question du réarmement occupe une place centrale dans la politique actuelle de l'état, qui vient encourager la jeunesse à s'engager au travers de projets d'embrigadements militaristes massivement financés au détriment de l'école, la santé, les services publics...

Cet élan guerrier, a décidé la Fédération Anarchiste lors de son dernier congrès, à organiser une campagne fédérale autour de l'antimilitarisme, thématique au cœur du mouvement anarchiste, afin de réaffirmer une opposition claire au réarmement et au virage autoritaire que nous sommes en train de prendre.

Ce supplément 4 pages gratuit du Monde Libertaire, est l'un des outils mis en place collectivement dans le cadre de cette campagne antimilitariste. Il est à diffuser massivement !

La Fédération Anarchiste appelle à la mobilisation pour ce 11 novembre !

Dénonçons tous ce marasme militariste ambiant et faisons de cette date du 11 novembre une date pour la paix et la justice sociale !

Rejoins et organise des initiatives locales près de chez toi et contacts un Groupe FA ou un collectif proche de chez toi : Manifs, actions ou encore Food not bombs... Soyons visibles partout !

Les Relations Extérieures de la Fédération Anarchiste

Lieux de rendez-vous initiés ou rejoints par la Fédération Anarchiste

La Roche-sur-Yon

10 novembre
18h Présentation de la campagne antimilitariste de la Fédération Anarchiste
20h Projection « Nous sommes des champs de bataille »

11 novembre
12h Rassemblement pacifiste
14h Manif
16h30 Conférence débats « militarisation de la jeunesse » à la Bourse du travail

Ganges **7 novembre**
18h Exposition, présentation-débat « La guerre contre les femmes, les femmes contre la guerre »

Chauny **8 novembre**
11h Rassemblement devant le monument des fusillés pour l'exemple de 1914 - 1918

Lyon **11 novembre**
La liaison Commune de Lyon se mobilisera avec la CRAAM (Coordination Anti Armement et Militarisme)

Metz **11 novembre**
11h Soupe populaire au local libertaire Le Sabot – 21 rue des allemands

Paris **11 novembre**
14h – 18h Rassemblement, chansons, tables de presses – Place de la République

Plus d'infos et RDV sur www.federation-anarchiste.org

Radio Libertaire 89.4MHz FM

Le 2 novembre de 14h à 18h30

Emission en direct depuis la librairie Publico
3 tables rondes :
- Parution d'ouvrages antimilitaristes
- Militarisation de la jeunesse et de la société
- Actualité de la menace nucléaire.

Viol et violences sexuelles : armes de guerre

En temps de guerre, les violences sexuelles sont encore plus fréquentes qu'en temps de paix, du fait du système patriarcal et militariste. Elles sont bien documentées depuis des siècles et pourtant ces crimes restent impunis le plus souvent. Si dès le XVIIe siècle, elles sont interdites par les codes militaires et les lois des États européens, elles ont toujours perduré comme moyen de terroriser les populations civiles, que ce soit dans les conquêtes coloniales ou que ce soit dans les conflits armés. Leur dénonciation était un moyen d'attester de la « sauvagerie » de l'adversaire. L'implication croissante des civils dans les conflits accentue l'usage des violences sexuelles. Elles constituent désormais, depuis les guerres en ex-Yougoslavie, une forme planifiée de tactique de guerre, et donc un crime contre l'humanité et une arme de guerre, visant punition, soumission, humiliation, contrôle social.

Infliger une souffrance durable aux victimes

La violence sexuelle déplace, terrorise et détruit des individus, des familles et des communautés entières, par des cruautés inimaginables à l'égard des femmes de tout âge, des fillettes aux grands-mères. Il s'agit non seulement de viol, viol collectif, mais aussi d'esclavage sexuel, de prostitution contrainte, de grossesse ou d'avortement forcés, de stérilisation, de mariage imposé (souvent de mineures), etc. Les survivantes souffrent d'un traumatisme émotionnel et psychologique, de blessures physiques, de grossesses non désirées, d'une stigmatisation sociale et d'infections sexuellement transmissibles telles que le VIH. La population civile vit sous la crainte de cette violence sexuelle et génère l'enfermement des femmes et des filles au regard de la vie publique, du travail et de l'école. Les conséquences ont des impacts sur des générations d'autant que cette violence sexuelle continue souvent après le dépôt des armes et la signature de paix.

Une ampleur terrifiante

Les données disponibles montrent des niveaux de viol terrifiants, atteints au cours des conflits : par exemple, entre 250 000 et 500 000 femmes et filles ont été violées au cours du génocide rwandais en 1994, plus de 60 000 durant la guerre civile en Sierra Leone, entre 20 000 et 50 000 pendant la guerre de Bosnie-Herzégovine et au moins 200 000 en République démocratique du Congo depuis 1996. La dénomination de purification ethnique est même apparue en 1992 dans le conflit en ex-Yougoslavie. Ces données sont largement sous-estimées, car bien des survivantes ne se manifestent pas auprès des autorités, souvent rejetées par leur famille et leur communauté, et les cas recueillis ne sont guère suivis de véritables enquêtes n'incitant pas à les révéler.

Les conflits comme la guerre déclenchée par le gouvernement russe contre la population ukrainienne ou la guerre sans fin de l'État d'Israël contre les palestiniens et palestiniennes n'échappent pas aux violences sexuelles à l'encontre des populations civiles, en plus des exactions infligées aux prisonniers, victimes, eux aussi, de sévices sexuels et de tortures. En outre, en Ukraine, c'est le programme de russification qui est à l'œuvre y compris avec le rapt d'enfants ukrainiens vers la Russie. Quant à l'État d'Israël, au-delà de la volonté génocidaire visant la population palestinienne, les violences sexuelles n'ont pas de frontières. Autre guerre en temps de « paix », celle des narcotrafiquants : des femmes, exploitées dans les maquiladoras, sont violées, tuées, dépecées et leur corps exhibés sur la route de Ciudad Juáres, pour terroriser toute la population mexicaine en toute impunité.

Le corps des femmes ne peut être approprié, pas plus que celui des hommes ou des enfants, il ne peut être considéré comme un butin de guerre. Le patriarcat œuvre autant dans le quotidien qu'il s'insinue dans le capitalisme, les religions et l'armée. Un continuum sur lequel lutter pour notre liberté !

Refuser l'indifférence qui tue autant que les conflits armés.

Pour rompre le silence qui entoure des viols de guerre infligés à des femmes de 12 à 75 ans d'après les témoignages collectés et la banalisation des tortures infligées aux prisonnières et prisonniers ukrainiens par l'armée d'occupation des femmes se sont levées pour parler, collecter les témoignages et refuser ainsi leur déshumanisation. Tels furent les axes des interventions de Iryna Dovhan, Alisa Kovalenko, Daria Zymenko invitées par différentes associations politiques, syndicales et humanistes en septembre à Rochefort et sur l'île d'Oléron[1].

Soutenir Iryna, Daria et Alisa responsables de SEMA (association accompagnant les victimes des violences sexuelles faites par des militaires) dans leur volonté de combattre pied à pied les indifférences, les refus d'entendre qui musèlent les victimes et leurs proches. Résister à l'extinction physique, sociale et culturelle en activité en Ukraine depuis de trop longues années est une nécessité.

Nos compagnes et compagnons ukrainiens vivant en France ou réfugiés essaient de porter ces résistances civiles face à la barbarie. En effet l'aide apportée par les différents gouvernements masque mal la volonté non pas de s'opposer à un impérialisme russe constant depuis de trop longues années mais bien de surarmer leurs propres territoires, de créer des situations où leur population accepte la militarisation de l'espace public comme inéluctable. Armer les consciences, militariser les industries nucléaires ou non ne se contrecarrent pas sans une solidarité en acte avec les personnes et les peuples qui en sont victimes.

Accompagner les responsables de SEMA dans leur volonté de combattre pied à pied les violences subies revient à se solidariser avec elles, à transformer leur statut de victime en celui de sujet actif s'opposant à l'oppression qu'elles subissent. Rester debout revient à dénoncer les crimes de guerre. Résister c'est vivre !

[1] *Émancipation, les éditions libertaires, Oléron pour l'Ukraine, la ligue des droits de l'homme, la mairie de Saint Georges d'Oléron s'associèrent pour organiser deux rencontres les 9 et 12 septembre 2025*

Ne te tais pas, tu dois parler !

« Le temps s'est arrêté. Tu n'as ni bras, ni jambes, ni figure. Il y a des ressemblances entre les arbres et les femmes qui ont survécu aux violences.... Me faire violer n'était pas dans mes projets. »

Iryna vivait dans le Dombaste où le conflit a démarré en 2014. Elle fut violée et torturée par des soldats de l'État russe. Pendant les interrogatoires les téléphones militaires de campagne sont utilisés pour donner des chocs électriques notamment sur les parties génitales du corps (méthode utilisée par l'armée américaine sur les prisonniers vietnamiens). Les hommes et les femmes peuvent se faire violer par toute sorte d'outils.

Développer la chirurgie réparatrice et favoriser les soins pour lutter contre les maladies sexuellement transmissibles deviendront ainsi des objectifs majeurs pour ces femmes qui se relèvent dans leur militantisme quotidien.

En 2014 ni la police, ni la justice ne pouvaient enregistrer ce type de plainte : la guerre n'était pas déclarée. Le gouvernement se taisait. Pour les femmes ce fut dramatique. Déçue par les institutions étatiques qui ne s'intéressaient pas à son cas, la haine qu'elle éprouvait vis-à-vis des soldats de l'État agresseur était alimentée du fait qu'elle était persuadée qu'ils ne seraient jamais punis ni eux ni leur gouvernement ; Iryna ne voulait pas que sa fille ou sa petite fille subissent les mêmes tortures.

Les associations d'aide envers les femmes violées n'avaient pas la capacité de soutenir celles qui le furent par des militaires qui utilisent leurs armes pour imposer des violences corporelles.

Le viol est invisible car non léthal : c'est une arme invasive, il touche et la femme et sa famille. C'est une arme éternelle, sans fin et peut toucher les personnes sur plusieurs générations. Il fait partie d'une stratégie de destruction massive des populations au même titre que les bombardements ou la famine.2

La résistance passe donc par un retour à la vie : rebondir et grandir ont aidées et ont accompagnées ces femmes. Yrina et ses compagnes comprirent que rechercher les coupables et leur faire reconnaître leur culpabilité dépendaient d'elles.

Actuellement la guerre devenant officielle, des structures juridiques ont été mises en place Sema3 -association fondée par Yrina a pu enregistrer près de 400 plaintes, s'est organisée pour accompagner les femmes, les hommes dans des espaces singuliers.

Yrina et d'autres membres de Sema vont à la rencontre d'autres femmes colombiennes, bosniaques, ougandaises pour que le monde sache, pour que la planète entende.

Yrina a ainsi découvert sa force et ..... a planté arbres, arbustes et fleurs dans son jardin.

D'après un témoignage d'Yrina Dovhan,
esthéticienne, fondatrice de SEMA4

FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

ABC

EDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE

Militariser la jeunesse : un projet global qui inclut l'école

Si le SNU est abandonné, un projet global de militarisation de la jeunesse se met en place, fondé sur le remodelage de la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), de l'enseignement de l'Education morale et civique et de l'immixtion toujours plus grande de l'Armée à l'école.

Transfert des enseignements de la JDC à l'école

À partir de la rentrée 2025, la Journée Défense et Citoyenneté (JDC), obligatoire pour tout Français entre 16 et 25 ans, va être modifiée : alors que la loi prévoit toujours trois enseignements lors de la JDC (concernant la défense nationale, les formes d'engagement et le civisme -article L114-3 du code du service national), ceux-ci sont globalement évacués de la JDC et transférés dans le nouveau programme scolaire d'Éducation Morale et Civique, de 2024.

Ainsi, au collège, l'enseignement de la Défense est renforcé (en 4e), avec des notions nouvelles et précisées dénotant un très fort parti pris idéologique (par exemple la « sûreté » est présentée comme relevant des forces de l'ordre... qui, a minima, de l'absence de démocratie de ces forces armées et du rôle de la société civile ?) et au lycée, en 1ère, un nouveau chapitre doit être abordé sur la « *République et la Nation* », avec notamment les notions de « *questions mémorielles* » (un dada de l'armée qui va à l'encontre de la démarche historique) qui « *contribuent à une réflexion sur l'identité de la Nation* », la notion de « *patriotisme constitutionnel* » (le 49.3 : « *un moyen de lever les blocages parlementaires* » ?!) et à nouveau la notion de « *défense nationale* ».

Une nouvelle JDC inspirée de la « pédagogie active » de l'Éducation nationale ?

Ce transfert des enseignements de l'Armée vers l'Éducation nationale permet au gouvernement, d'imposer lors de la nouvelle JDC des « activités » pour que les jeunes soient « d'avantage acteurs ». Semblant décalquer certaines pratiques de l'Éducation nationale il ne s'agit pourtant en rien d'une « pédagogie active » mais d'activités dogmatiques obligatoires : participation à des rites politiques et à des ateliers au caractère éminemment politique.

Ainsi les rites politiques tels le lever des couleurs, se lever devant la Marseillaise ou la chanter constituent un acte d'allégeance au pouvoir en place (aujourd'hui celui de Macron). De même les ateliers à visée militaire, de jeu de rôle pour « comprendre la défense », de jeu de rôle « STRA&J » et de tir sportif au laser, présentent une nette orientation politique : les imposer est donc également contraire à la liberté de conscience. Certes les jeux de rôles et le sport sont des pratiques au sein de l'Éducation nationale mais, une différence fondamentale est que la classe est un lieu de débat et de critique ce que n'est pas l'armée. Et que dire de l'imposition d'un repas de midi pris sous forme de « ration militaire » ?

Ainsi la nouvelle JDC est une atteinte fondamentale à la liberté de conscience de tout jeune qui y participera et nombre de ses activités sont opposées aux pédagogies de l'Éducation nationale.

L'école, fer de lance du formatage au service de l'Armée

Un rapport sur l'économie de guerre l'affirme, le rôle de l'Ecole est fondamental dans le formatage à l'idéologie de l'armée : « *L'esprit de défense ne se décrète pas ; il doit être préparé et cultivé, en sensibilisant la population aux dangers qui nous entourent. C'est d'abord le rôle de l'**Éducation nationale**, notamment à travers les cours d'histoire et d'éducation civique, de contribuer à cultiver l'esprit de défense chez les jeunes générations* ».[1] « *Cultiver l'esprit de défense* », de l'école primaire à la classe terminale.

La formation d'enseignants et personnels à double casquette, une dans l'Armée et une dans l'Éducation nationale, participe à ce formatage. Ainsi on peut lire sur des sites académiques de l'Éducation nationale la prose d'un inspecteur général (Histoire-géographie), membre de l'Académie de Marine : « *La défense, c'est aujourd'hui la guerre. Enseigner la défense, c'est donc aujourd'hui enseigner la guerre. Avec une prise de conscience, dont les trinômes académiques sont une expression achevée. Avec une mobilisation critique des esprits, qui réunit l'École et l'Armée. Avec une formation à la défense, c'est-à-dire une « route de convergence », comme on dit dans la Marine, entre l'enseignant et le soldat (...). Deux démarches séparables mais non séparées, en quelque sorte.* ».[2]

Autre exemple, la revue nationale de défense RND animée par des généraux publie un numéro « Spécial bac » concernant la spécialité Histoire-Géo géopolitique et sciences politiques (HGGSP). Ce numéro comporte aussi un chapitre « méthodologie ». L'armée a-t-elle la prétention de « former » les professeurs, voir même de se substituer à leurs missions?

Multiplication des dispositifs de collaboration avec l'Armée

Les trinômes académiques sont la pièce maîtresse de la collaboration Armée – Académie. Ils réunissent le recteur, l'autorité militaire territoriale (un général) et le président de l'association régionale des auditeurs de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN). Leur rôle est de renforcer les liens entre les communautés enseignante et militaire pour développer une culture de défense globale, englobant les aspects militaire, civil et économique ; ils initient nombre d'activités et projets.

Si aucun séjour SNU à titre individuel n'est à ce jour programmé pour l'année 2025-2026, d'autres dispositifs se développent :

- **Classes Défense** : ces classes de collège et lycée, dont le nombre est en augmentation, ont un projet pédagogique en lien avec la Défense et la Sécurité en partenariat avec une unité militaire. Il inclut des rencontres et des échanges entre élèves et militaires tout au long de l'année. Ces liens avec l'armée ont des retombées sur l'ensemble de l'établissement.
- **Cadets de la défense** : projet d'accueil de collégiens au sein d'unités militaires.
- **Rites politiques (militaires)** : le livret "*Ma première cérémonie militaire*" est distribuée dans nombre de villes à tous les écoliers. Il s'agit d'inciter les élèves et les enseignants, avec leurs classes, à participer aux cérémonies commémoratives (cf."*Mon premier 11 novembre*" et "*Mon premier 14 juillet*") et de valoriser l'engagement au service du pays, qu'il soit militaire ou simplement volontaire. Ce livret en bande dessinée est édité par Solidarité Défense ; il inclut une publicité pour les principaux fabricants d'armes (Dassault, Naval Groupe, etc.).3
- **Port obligatoire de l'uniforme à l'école** : l'expérimentation pour l'année scolaire 2025-26 se poursuit, et le ministère a trouvé pour cela des crédits !

La mission éducative de l'école ne peut être confondue avec la militarisation, qui est l'objectif de l'armée.

Refusons l'intrusion de l'armée dans l'enseignement : arrêt des trinômes académiques, des classes de défense, cadets de la défense, arrêt des incitations aux rites militaires, ports de l'uniforme et autres projets à venir !

Abrogation de la nouvelle JDC
Droit à l'objection de conscience de la JDC

NON À L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE !

Collectif contre la militarisation de la jeunesse,
dont la Fédération Anarchiste fait partie

[1] Rapport d'information sur l'économie de guerre : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/rapports/cion_fin/l17b1757_rapport-information#

[2] Revue de la Défense nationale https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=23326 Ce document figure aussi sur les sites académiques de l'Education nationale.

[3] Solidarité Défense est créée en 1994, sous l'impulsion de François Léotard, ministre des Armées (alors que les forces françaises étaient déployées en ex-Yougoslavie). Cette association veut mobiliser la société civile pour qu'elle manifeste son soutien actif aux militaires et à la gendarmerie.

Directeur de la publication: Dominique Lestrat
Dépôt légal 1er trimestre 1977
N°ISSN: 0026-9433
Commission paritaire: 1225 D 80740
N° d'imprimeur: 22080280
Imprimé par: Corlet Imprimeur

Pour la paix, contre toutes les guerres !
Abolition des frontières !

Près de 60 conflits dans le monde, tout particulièrement en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. À l'ère du spectacle, les médias focalisent sur certains foyers de guerres, l'Ukraine, Gaza, soumis qu'ils sont aux enjeux géopolitiques. Ils en oublient bien d'autres comme le Soudan, le Yémen, la République démocratique du Congo, le Sahel, le Tchad, la Birmanie, les guerres menées par les narcotrafiquants et les gangs paramilitaires en Colombie ou au Mexique, ou encore la guerre contre les femmes en Afghanistan et en Iran.

Depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022, les généraux peuplent les plateaux des chaînes d'informations aux mains de milliardaires d'extrême droite et de marchands d'armes. À des journalistes obéissants, ils assurent que la guerre est à nos portes et que le temps de l'insouciance n'est plus. Les mouches ont flairé la charogne, c'est enfin le moment de conduire la populace au sacrifice, tout en lui faisant payer les milliards nécessaires au grand réarmement. Le capitalisme fait des profits, les services publics sont détruits.

Où qu'elle soit, l'armée a pour fonction le contrôle social, de concert avec la police et la prison, et le développement du capitalisme. Les guerres provoquent morts, blessures handicaps à vie et destructions de l'environnement. Aujourd'hui, 80% des victimes des conflits en cours sont des civils : drones, bombardements, mines anti-personnel, tortures, viols comme arme de guerre, esclavage sexuel, déplacements forcés, etc.

Tout concourt à terroriser les populations pour les soumettre et les dresser, en utilisant le nationalisme, la religion et le patriarcat. L'exaltation de la patrie divise les personnes, alimente la haine et légitime les massacres au nom des frontières et des drapeaux.

La guerre n'est jamais une solution, mais un instrument pour perpétuer la domination. Il n'y a pas de justification de l'État par la violence, ni en Israël, ni en Palestine, ni en Ukraine, ni en Somalie, ni au Congo, ni ailleurs...

Tout concours à embrigader les populations par des campagnes médiatiques mensongères afin de s'assurer de leur passivité, et en visant particulièrement les plus jeunes en militarisant l'enseignement. Depuis plus de quarante années, le bourrage de crâne institué, notamment en France, dès le protocole Hernu-Savary en 1982, jusqu'au SNU actuel, diffuse l'idéologie militariste dans la jeunesse. Le SNU a été abandonné, mais un autre projet se profile, pour le pire.

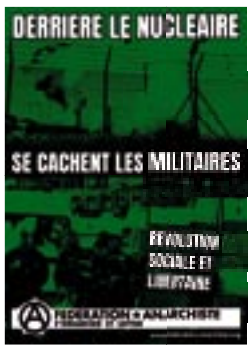
Le complexe militaro-industriel assure la militarisation de toute la société, il se nourri de la prédation de l'économie, au nom du développement du nucléaire et des armes, imposant pauvreté, faim, saccage de l'environnement, perpétuant colonialisme et esclavage, érigeant des apartheids par des zones militarisées et des murs frontaliers, renforçant les violences notamment à l'encontre des femmes.

Pour arrêter les guerres et éviter la catastrophe globale, l'urgence pacifiste et antimilitariste exige de faire campagne pour :

- Le démantèlement de toutes les infrastructures militaires multinationales et des arsenaux nucléaires dans le monde.
- Le soutien à tous les déserteurs, refuzniks, travailleurs et travailleuses, paysans et paysannes, féministes, militant·es antipatriarcaux, antiracistes... À toutes celles et ceux qui refusent de prendre les armes contre d'autres dont le seul tort est d'être né sous un autre drapeau.
- Œuvrer pour le boycott et le sabotage de la production de guerre.

Pour une société libertaire, nous débarrassant à jamais du spectre de la guerre, semons la paix et la justice sociale ! Construisons l'anarchie !

Fédération Anarchiste



Nucélaire civil et militaire

Un couple infernal... et inséparable

Dès son origine, les physiciens qui développent des recherches sur l'atome perçoivent l'énorme potentiel d'énergie et donc de destruction de leurs travaux. Ils déposent des brevets pour des applications tant civils que militaires. La seconde guerre mondiale et le projet Manhattan états uniens de mise au point d'une arme atomique fait prendre une orientation clairement mortifère qui se concrétise par les bombardements de Hiroshima et Nagasaki dont nous commémorions le triste quatre-vingtième anniversaire cette année, les 6 et 9 août. Plus de 200 000 victimes en deux largages. Un crime de guerre commis au moment même où l'on découvre les charniers des camps de la mort nazi en Europe.

Seul, comme souvent, Albert Camus réagit dans Combat : « Cette découverte se met d'abord au service de la plus formidable rage de destruction dont l'homme ait fait preuve depuis des siècles. » De Gaule impressionné comprend que pour faire partie des nations qui comptent, il faut posséder l'arme nucléaire, et il s'empresse de créer le Commissariat à l'Énergie Atomique dès octobre 1945.

Pourtant les populations et quelques savant s'émeuvent de cette nouvelle capacité de destruction. La guerre terminée, plus rien ne peut justifier (faussement) les prédations économiques et humaines nécessaires pour élaborer ces armes de morts. L'habile tour de passe passe vient du président Eisenhower et de son fameux discours « Atom for Peace , à la tribune de l'ONU le 8 décembre 1853. Arme de destruction massive, l'atome va trouver sa rédemption en se mettant au service de « la paix, le bonheur et le bien-être », des hommes et des âmes. Habile Bill !

Grassement financé par la prédation exercée sur les fonds publics, le nucléaire civil va coloniser les campagnes et les esprits de part le monde. Dans son ombre bien faisante, la recherche militaire prospère. Les armes nucléaires utilisent du plutonium ou de l'uranium... Ça tombe bien, puisqu'on en trouve dans les combustibles usagés des centrales thermiques. Quelques tonnes sont stockées, à la Hague ou ailleurs, dans l'attente d'une utilisation future.

En mars 2024, pour relancer la production d'armes nucléaire, le ministère des armées passe un accord avec EDF afin d'utiliser la puissance des deux réacteurs nucléaires de la centrale de Civaux pour produire du tritium, « un gaz rare indispensable aux armes de la dissuasion ».

Aujourd'hui, la carte des pays qui exploitent le nucléaire civil et possède l'arme nucléaire se recoupe quasi parfaitement. La Russie, les États-Unis, la Chine, la France, la Grande Bretagne, l'Inde et le Pakistan. Dans ce cadre on comprend très bien que pour les « démocraties » occidentales, il n'est pas question que l'Iran puisse développer un programme quel qu'il soit, puisqu'ils savent bien eux, à quel point civil=militaire. Exception notable à cette corrélation, Israël possède officieusement l'arme (obtenue avec l'aide française). Autre exception, le Japon, pays hôte des premiers crimes nucléaire contre l'humanité en 1945, n'est nucléarisé que civilement. Mais les dirigeants actuels, en contradiction avec leur constitution, envisage de se doter des moyens de produire des armes nucléaires.

Pendant quelques décennies, la menace de l'usage d'armes nucléaires, devenues « de dissuasion » était presque théorique, dans un « je te tiens, tu me tiens par la barbichette ». La guerre en Ukraine a montré que les centrales de Tchernobyl et de Zaporijia étaient au cœur du conflit. Le bombardement des installations iraniennes, l'hystérie des dirigeants israéliens (bombarder Gaza) n'ont rien de théorique.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que à l'heure des essaims de drones à bas prix et alors que des missiles à très longue portée sont à disposition de bien des pays, toute installation nucléaire civile est de fait une arme nucléaire prête à l'usage. Si les réacteurs sont à l'abris (nous promet-on) de leurs dômes de béton, les installations électriques et les alimentations en eau dont ils dépendent sont exposés. La destruction de l'entourage électrique, une installation noyée par un barrage qui cède... Quelques heures suffisent pour que le cœur entre en fusion et que les catastrophes déjà expérimentées à Tchernobyl et Fukushima se renouvellent.

Un seul slogan, une seule solution, aujourd'hui comme hier,

Arrêt du nucléaire, civil et militaire